

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 2 JUIN 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	2
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/289		
24PI09 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE POUR LES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE ET SUPERSTRUCTURE SUR LE PROJET DE BUS A HAUT NIVEAU DE SERVICE (BHNS) DE LA METROPOLE TPM - 2 LOTS - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/289

BUREAU DU 2 JUIN 2025

O B J E T : 24PI09 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE POUR LES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE ET SUPERSTRUCTURE SUR LE PROJET DE BUS A HAUT NIVEAU DE SERVICE (BHNS) DE LA METROPOLE TPM - 2 LOTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 6 mai 2025,

CONSIDERANT que cette consultation concerne des prestations de CSPS de niveau 1 pour les travaux d'infrastructure et superstructure sur le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que les prestations sont réparties en deux lots :

Lot(s)	Désignation
01	CSPS niveau 1 pour Infrastructure linéaire et génie civil
02	CSPS niveau 1 Bâtiments (Site d'Exploitation de maintenance et remisage et P+R).

CONSIDERANT que le montant total des prestations pour la durée totale de l'accord cadre est défini comme suit:

Lot(s)	Désignation	Minimum HT - DPGF	Maximum HT
01	CSPS niveau 1 pour Infrastructure linéaire et génie civil	135 000 €	480 000 €
02	CSPS niveau 1 Bâtiments (Site d'Exploitation de maintenance et remisage et P+R).	165 000 €	300 000 €

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 16 octobre 2024, avec une remise des offres fixée au 25 novembre 2024 16h00,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE et de la plateforme de dématérialisation DEMATIS,

CONSIDERANT que 26 dossiers ont été retirés et 8 anonymement,

CONSIDERANT que 5 plis ont été déposés dans les délais, représentant 5 offres pour le lot 1 et 5 offres pour le lot 2,

CONSIDERANT que pour les lots 1 et 2, des courriers de questionnement pour offres anormalement basses et de précisions sur la teneur des offres ont été envoyés aux candidats BUREAU VERITAS, AASCO et SOCOTEC CONSTRUCTION en date du 17 mars 2025 avec date limite de réponse au 28 mars 2025 à 16h00, dont les réponses ont été reçues dans les délais impartis et analysées,

CONSIDERANT que pour les lots 1 et 2, un courrier de questionnement pour offre anormalement basse et de précision sur la teneur de l'offre a été envoyé au candidat QUALICONSULT en date du 17 mars 2025 avec date limite de réponse au 28 mars 2025 à 16h00, dont la réponse n'a pas été reçue dans les délais impartis,

CONSIDERANT que pour les lots 1 et 2, un courrier de questionnement pour offre anormalement basse, de précision sur la teneur de l'offre et de régularisation de l'offre a été envoyée aux candidats DEKRA INDUSTRIAL et QUALICONSLT en date du 17 mars 2025 avec date limite de réponse au 28 mars 2025 à 16h00, dont la réponse n'a pas été reçue dans les délais impartis,

CONSIDERANT que suite à la commission d'appel d'offres, les membres de la commission décident de classer n°1 l'offre de la société :

- Lot 1 : société BUREAU VERITAS sise à Aix-en-Provence (13290),
- Lot 2 : société BUREAU VERITAS sise à Aix-en-Provence (13290),

CONSIDERANT que la société présentait les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que la société ne sera attributaire de l'accord-cadre qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, l'accord-cadre ne pourra pas lui être attribué,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE DECLARER économiquement viables les offres des sociétés :

- Lot 1 : BUREAU VERITAS CONSTRUCTION, AASCO, SOCOTEC CONSTRUCTION.
- Lot 2 : BUREAU VERITAS CONSTRUCTION, AASCO, SOCOTEC CONSTRUCTION.

ARTICLE 3

DE DECLARER économiquement non viables les offres des sociétés :

- Lot 1 : DEKRA INDUSTRIAL et QUALICONSLT.
- Lot 2 : DEKRA INDUSTRIAL et QUALICONSLT.

ARTICLE 4

DE CONSTATER la recevabilité de la candidature de la société :

- Lot 1 : société BUREAU VERITAS sise à Aix-en-Provence (13290).
- Lot 2 : société BUREAU VERITAS sise à Aix-en-Provence (13290).

ARTICLE 5

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'Accord-Cadre à Bons de Commande ainsi que tous les actes nécessaires à son exécution :

- Pour le lot 1 : société BUREAU VERITAS pour un montant estimatif de 94 620 € HT, étant précisé que le montant des prestations pour la période de 8 ans ferme de l'accord cadre est défini comme suit :

Seuil Minimum HT	Seuil Maximum HT
135 000 €	480 000 €

- Pour le lot 2 : société BUREAU VERITAS pour un montant estimatif de 97 770 € HT, étant précisé que le montant des prestations pour la période de 8 ans ferme de l'accord cadre est défini comme suit :

Seuil Minimum HT	Seuil Maximum HT
165 000 €	300 000 €

ARTICLE 6

DE DIRE que l'accord-cadre est conclu pour une période de 8 ans.

ARTICLE 7

DE DIRE que les bons de commande relatifs à cet accord-cadre pourront être émis sur le budget annexe Transports 2025 (et suivants), dans la limite des crédits disponibles.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 2 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0